Une députée de Gauche à l'Assemblée Nationale



Marie-Claude Robin

Candidate titulaire

Syndicaliste

Conseillère municipale de Basse Goulaine

Pedro Maia Candidat suppléant

Employé

Conseiller municipal de Gorges

Madame, Monsieur,

Le second tour de l'élection présidentielle traduit une situation inédite dans notre pays. Les deux partis qui ont gouverné la France ces quarante dernières années ont été sanctionnés et exclus du second tour. Faute de rassemblement, l'absence de la gauche nous a privé d'un vrai choix.

L'extrême droite battue

C'est pour faire barrage à Le Pen et à l'extrême droite que j'ai voté et appelé à voter Macron. Elle a été battue. C'est une bonne nouvelle pour notre pays, l'Europe et le monde. Aujourd'hui comme hier, les communistes et leurs élu-e-s ont pris toutes leurs responsabilités.

J'en suis fière et je continuerai.

Après avoir voté pour Jean-Luc MELENCHON, je me réjouis que le sursaut républicain auquel j'ai appelé sans ambiguité dans l'entredeux-tours ait fonctionné. Je veux maintenant m'attaquer aux raisons de ce vote de repli, de rejet. Je veux révéler l'imposture que constitue ce parti raciste, xénophobe, sexiste, homophobe, libéral et anti-social. Et surtout, je veux répondre aux attentes, aux exigences de notre peuple, de notre société, de notre temps.

Macron: un projet de régression

Candidat de la finance, ce n'est pas avec son projet libéral, de casse sociale, d'austérité renforcée, que le président de la République sortira la France de la crise du capitalisme, réglera la question du chômage, des inégalités, des injustices :

- Amplification de la remise en cause du code du travail, des garanties collectives, par ordonnances!
- Augmentation de la Contribution Sociale Généralisée (CSG).
- Modulation de l'âge de départ en retraite en fonction des métiers, en la faisant passer de 60 ans minimum à 67 ans maximum, avec une retraite à points et un financement par l'impôt.
- Remise en cause des Services Publics avec la suppression de 120 000 fonctionnaires.

Une députée combative et utile

Les élections législatives vont être déterminantes pour battre ces politiques libérales, pour continuer de mettre en échec l'extrême droite.

Parce que je suis résolue à faire front, j'ai l'ambition de défendre l'intérêt de notre territoire pour son développement, son attractivité, sa qualité de vie, l'ambition de défendre vos intérêts. C'est le sens du pacte d'engagements fondé sur « l'Humain d'abord » que je vous propose autour de 10 chantiers pour changer la vie.

Les 11 et 18 juin prochain, dans la 10ème circonscription, vous pouvez élire une députée vraiment de gauche qui s'opposera aux mauvais coups, qui portera les valeurs de solidarité, de progrès social et d'humanisme.

Ensemble, parce que rien n'est joué, ne lâchons rien, faisons gagner la gauche!

Mahie, Claude, Rohin,

2017, l'Humain d'abord! PCF PER DE GAUCHE

8 propositions pour changer votre vie au quotidien

1 - Prendre le pouvoir sur la finance

Face aux banques qui spéculent, la fraude fiscale, aux dividendes records alors que les salaires stagnent.

Nos premières mesures : augmentation du SMIC et de la grille salariale , création d'un pôle public bancaire avec la nationalisation de la BNP-Paribas et de la Société générale.

2 - Investir pour l'emploi et le développement de chacun-e

Nos priorités : la jeunesse, l'éducation, la culture, le sport et libérer le travail.

Notre première mesure : l'abrogation de la loi El Khomri au profit d'une loi de la sécurisation de l'emploi et de la formation, du passage aux 32h et de la retraite à 60 ans ainsi que la reconnaissance des années d'études dans le calcul de la retraite.

3 - Aménager notre territoire et développer les services publics

Au nom de la compétitivité trop de populations sont éloignés des services essentiels qui permettent de vivre et travailler. Nous ferons de l'égalité des territoires une priorité.

≥ En réimplantant des services publics locaux : maisons de santé et services d'urgence, bureaux de Poste, maisons de la sécurité sociale, services d'aide aux personnes âgées. En aidant à l'installation de commmerces de proximité par le crédit bonifié et une fiscalité juste. En

répondant aux besoins d'infrastructures et de services publics de proximité par l'augmentation des dotations aux collectivités locales.

4 - Produire autrement

Nous voulons un développement écologique, industriel, agricole répondant aux besoins.

→ Notre première mesure : 1 million d'emplois dans les filières d'avenir : l'énergie avec notamment les énergies renouvelables. l'automobile propre, les transports urbains et ferroviaires, la rénovation thermique des bâtiments. l'agriculture viticulture paysanne respectueuse l'environnement, ľaérospatiale, la navale et le numériaue.

5 - Une France protectrice et solidaire

Mettre fin à l'austérité budgétaire pour renforcer la protection sociale et nos services public.

Notre première mesure : plan de relance des services publics et lutte contre les inégalités (suppression de la TVA sur les produits de lère nécessité l'interdiction des coupures d'énergie et d'eau, des expulsions locatives pour cause de précarité).

6 - L'égalite femmeshommes maintenant!

En finir:

Avec l'inégalité salariale 27% en moyenne, les violences faites aux femmes et le sexisme. Nous crée-

rons un ministère de pleins droits pour l'égalité femmes-hommes.

Notre première mesure : un renforcement immédiat des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle.

7 - De la nouvelle République au renouveau de la politique

Instaurer une nouvelle République pour donner plus de pouvoirs aux citoyens et aux travailleurs.

Notre première mesure : la réduction des pouvoirs du Président de la République et la suppression du 49-3 au profit d'un renforcement de ceux de l'Assemblée et la stricte limitation du cumul des mandats accompagnée d'un statut de l'élu.

8 - À l'offensive pour changer l'Europe

La France doit se faire respecter et agir pour transformer les règles, nous avons besoin d'une nouvelle Europe solidaire et démocratique.

Notre première mesure : l'abrogation du traité budgétaire européen, quitte à retirer la signature de la France, au profit d'une loi anti-dumping social et de la création d'un fonds européen pour l'investissement et la création d'emplois.





